



► Compte rendu des travaux

3A

Conférence internationale du Travail – 112^e session, Genève, 2024

Date: 7 juin 2024

Rapports sur les pouvoirs

Premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

Table des matières

	Page
Composition de la Conférence	3
Situation concernant l'accréditation des États Membres	3
Délégués et conseillers techniques	4
Proportion de femmes accréditées dans les délégations	4
Quorum	5
Autres participants	6
Représentation du Myanmar	6
Suivi, protestations et communications	8

Annexes

I. Délégations incomplètes (2018–2023)	9
II. Liste des délégués et conseillers techniques accrédités	10
III. Liste des délégués et conseillers techniques inscrits	11
IV. Proportion de femmes accréditées dans les délégations de la Conférence	12

1. La Commission de vérification des pouvoirs de la 112^e session de la Conférence internationale du Travail est composée comme suit:

Président:	M. Aniefiok Etim Essah (délégué gouvernemental, Nigéria)
Vice-président employeur:	M. Fernando Yllanes Martínez (délégué suppléant des employeurs, Mexique)
Vice-présidente travailleuse:	M ^{me} Zingiswa Losi (déléguée des travailleurs, Afrique du Sud)
Suppléante:	M ^{me} Amanda Brown (déléguée des travailleurs, Royaume-Uni)

Composition de la Conférence

Situation concernant l'accréditation des États Membres

2. Au 5 juin 2024 à 18 heures, 173 des 187 États Membres de l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont accrédité une délégation, parmi lesquels 131 ont déposé leurs pouvoirs dans le délai imparti, à savoir le 14 mai 2024. En revanche, les 13 États Membres ci-après ¹ (14 en 2023) n'ont pas accrédité de délégation:

Antigua-et-Barbuda	Saint-Kitts-et-Nevis
Comores	Sainte-Lucie
Dominique	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Équateur	Tadjikistan
Îles Marshall	Tonga
Îles Salomon	Tuvalu
Palaos	

3. Les quatre États Membres ci-après ont accrédité des délégations incomplètes:
 - El Salvador (absence de délégué des employeurs)
 - Rwanda (absence de délégué des employeurs)
 - Haïti (délégation exclusivement gouvernementale)
 - Yémen (délégation exclusivement gouvernementale)
4. La commission rappelle que le Conseil d'administration a décidé ² que la présente session de la Conférence se tiendrait en présentiel, avec la possibilité de suivre les débats à distance grâce à un accès en ligne passif (les séances plénières peuvent être suivies en direct sur le site Web de la Conférence et les séances publiques des commissions via les liens fournis sur demande par les coordinateurs de commissions). Conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la Constitution de l'OIT, les États Membres étaient tenus d'envoyer des délégations tripartites complètes à Genève, composées d'au moins deux délégués gouvernementaux, un délégué employeur et un délégué travailleur.

¹ À l'exclusion du Myanmar (voir les paragraphes 16-24 concernant la représentation du Myanmar).

² GB.350/INS/2/2.

5. La commission note avec regret le nombre d'États Membres qui n'ont pas accrédité de délégation ou qui n'ont accrédité qu'une délégation incomplète. À cet égard, elle note avec préoccupation que la question des délégations incomplètes reste une réalité récurrente (voir annexe I) et, en particulier, qu'un État Membre, le Yémen, n'a accrédité depuis 2015 que des délégations incomplètes, dans la plupart des cas exclusivement gouvernementales. Elle tient à souligner de nouveau qu'en ne désignant pas de délégation ou en n'accréditant pas une délégation pleinement tripartite, le gouvernement prive les employeurs ou les travailleurs du pays, selon le cas, de leur droit d'être représentés en personne au sein de l'organe directeur suprême de l'OIT et de participer activement à ses travaux. La désignation d'une délégation tripartite complète est également essentielle eu égard à l'article 4, paragraphe 2, de la Constitution de l'OIT, qui prévoit que si un État Membre ne désigne pas l'un des délégués non gouvernementaux, l'autre délégué non gouvernemental accrédité perd son droit de vote. La commission ne peut que souligner une fois encore que, sans la participation des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, la Conférence ne peut fonctionner correctement ni atteindre ses objectifs.

Délégués et conseillers techniques

► Délégués, délégués suppléants et conseillers techniques accrédités

	Gouvernements		Employeurs		Travailleurs		Total	
	Accrédités	Enregistrés	Accrédités	Enregistrés	Accrédités	Enregistrés	Accrédités	Enregistrés
Délégués	338	290	169	118	171	129	678	537
Délégués suppléants *	501	375	200	125	276	203	977	703
Conseillers techniques	857	587	398	238	555	400	1810	1225
Total	1 696	1 252	767	481	1 002	732	3 465	2 465

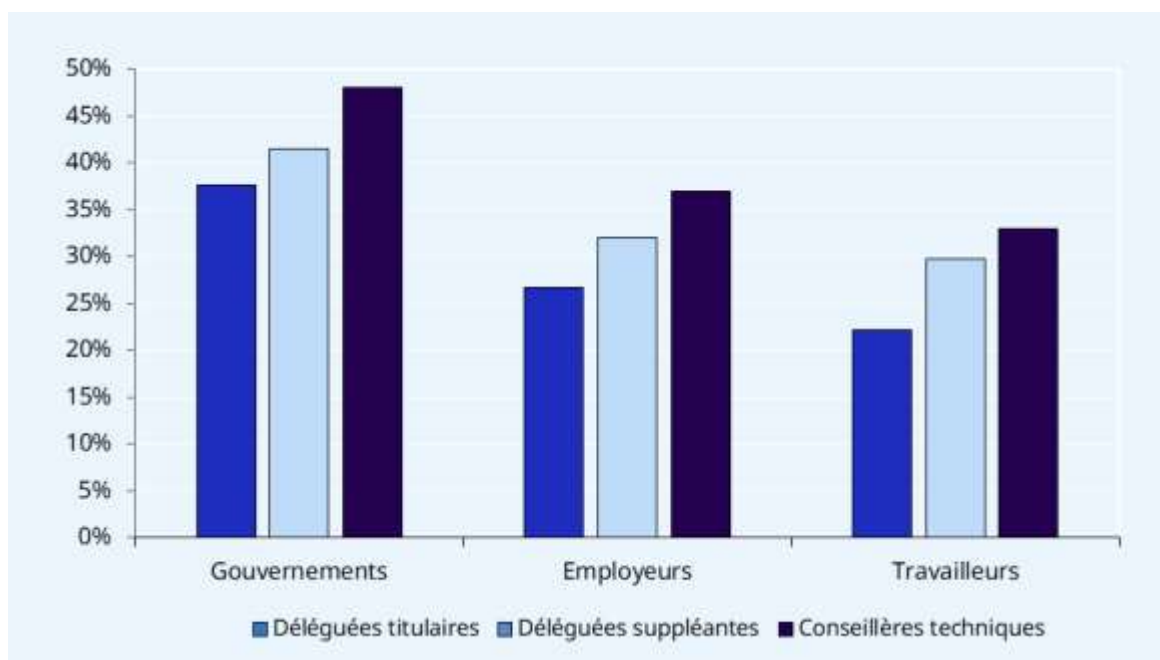
* Conseillers techniques désignés à titre permanent comme suppléants dans les pouvoirs.

6. Sur les 678 délégués accrédités, 537 se sont enregistrés.
7. On trouvera dans les annexes II et III des informations détaillées par État Membre. Des informations sur la composition de la Conférence sont aussi disponibles sur le site [Délégations à la Conférence internationale du travail de 2024](#), qui est régulièrement mis à jour.

Proportion de femmes accréditées dans les délégations

8. La proportion globale de femmes déléguées et conseillères techniques accréditées à la présente session de la Conférence est de 37,8 pour cent (36,6 pour cent en 2023). Les délégations gouvernementales comptent 44,1 pour cent de femmes (42,8 pour cent en 2023), les délégations d'employeurs 33,4 pour cent (32,6 pour cent en 2023) et les délégations de travailleurs 30,4 pour cent (29,5 pour cent en 2023).

► Proportion de femmes par fonction et par groupe



9. Bien que ces chiffres globaux marquent une amélioration constante et que l'objectif minimum d'une participation féminine de 30 pour cent ait été atteint dans les trois groupes, la commission note que, comme le montre le tableau ci-dessus, les délégués titulaires des groupes gouvernemental, employeur et travailleur sont encore majoritairement des hommes, une situation incompatible avec les attentes de la commission.
10. En outre, la commission observe que, comme il ressort de l'annexe IV au présent rapport, six délégations à la présente session de la Conférence - Fidji, Haïti, Jordanie, Libéria, Rwanda et Yémen - sont exclusivement composées d'hommes, tout en notant que certaines des délégations concernées sont de taille réduite. La commission demande aux gouvernements, aux organisations d'employeurs et aux organisations de travailleurs concernés de prendre les mesures appropriées pour remédier à cette situation.

Quorum

11. Les treize États Membres ci-après accrédités à la Conférence présentent un tel retard dans le paiement de leurs contributions aux dépenses de l'OIT qu'ils ne peuvent pas participer, pour le moment, aux votes à la Conférence, y compris à ses commissions, conformément à l'article 13, paragraphe 4, de la Constitution de l'OIT:

Afghanistan	Soudan
Congo	Suriname
Guinée équatoriale	Tchad
Gambia	Ouganda
Guinée-Bissau	Venezuela (République bolivarienne du)
Liban	Yémen
Sao Tomé-et-Principe	

12. Il n'est donc pas tenu compte, dans le calcul du quorum, de 32 délégués de ces États Membres ayant enregistré une délégation.

13. Conformément à l'article 17, paragraphe 3, de la Constitution de l'OIT et à l'article 22 du Règlement de la Conférence, au 5 juin 2024 à 18 heures, le quorum nécessaire pour qu'un vote soit acquis est de 284. Des informations régulièrement mises à jour concernant la composition de la Conférence et le quorum pour les votes sont disponibles sur le [site Web de la Conférence](#).

Autres participants

14. Cent soixante-et-onze ministres ou vice-ministres ont été accrédités.
15. Participent également à la Conférence les observateurs suivants: un État non-Membre (Saint-Siège), un mouvement de libération (Palestine), des représentants de l'Organisation des Nations Unies et de certains de ses organes, des représentants d'institutions spécialisées et d'autres organisations internationales officielles, d'organisations internationales non gouvernementales ayant le statut consultatif, et des représentants d'autres organisations internationales non gouvernementales.

Représentation du Myanmar

16. La commission était saisie de deux communications contenant les pouvoirs de deux délégations tripartites du Myanmar, désignées respectivement par les autorités militaires et par le «gouvernement d'unité nationale» (NUG). La première communication, reçue le 10 mai 2024, émanait de la mission permanente du Myanmar à Genève et contenait les pouvoirs des représentants des employeurs de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de l'Union du Myanmar (UMFCCI) ainsi que des représentants des travailleurs de la Fédération des gens de mer du Myanmar. La seconde communication, reçue le 14 mai 2024, émanait du ministère du Travail du NUG et de la Mission permanente du Myanmar auprès des Nations Unies à New York et contenait les pouvoirs des représentants des employeurs de la Fédération des employeurs du Myanmar Nway Oo (MNEF) et des représentants des travailleurs de la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM). Dans une autre communication datée du 28 mai 2024, le ministère du Travail du NUG a apporté certaines modifications à ses pouvoirs et expliqué son choix de désigner une délégation d'employeurs de la MNEF et une délégation de travailleurs de la CTUM, laquelle fait partie de l'Alliance des travailleurs du Myanmar, ces deux organisations étant les seules à représenter véritablement les employeurs, d'une part, et les travailleurs, d'autre part, dans le pays.
17. La commission était également saisie d'une communication datée du 20 mai 2024, qui lui avait été adressée par la CTUM. Cette communication avait pour objet de présenter les pouvoirs de la «Délégation des travailleurs du Myanmar à la 112^e session de la Conférence internationale du Travail». Se référant au paragraphe 29 du premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs établi lors de la 111^e session (2023) de la Conférence, la CTUM estime que rien ne s'oppose, d'un point de vue juridique, à ce que la Conférence accrédite les délégués des employeurs et des travailleurs du Myanmar, puisque la position adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies ne concerne que les délégués gouvernementaux.
18. *La commission rappelle que lors des trois précédentes sessions de la Conférence, des pouvoirs concurrents avaient été reçus de la part de ces deux mêmes entités. Compte tenu de la résolution 396(V) adoptée le 14 décembre 1950 par l'Assemblée générale des Nations Unies et de la position arrêtée par l'Assemblée générale et par d'autres organisations du système des Nations Unies sur cette question, la commission a décidé qu'aucun délégué du Myanmar ne serait accrédité (ILC.109/Comptes rendus nos 3B et 3E, ILC.110/Compte rendu n° 2A et ILC.111/Compte rendu n° 2A).*

19. *La commission prend note des faits nouveaux intervenus à l'OIT concernant le Myanmar depuis la clôture de la dernière session de la Conférence en juin 2023, en particulier des discussions du Conseil d'administration à ses 349^e (octobre-novembre 2023) et 350^e (mars 2024) sessions sur le suivi du Rapport de la commission d'enquête établie conformément à l'article 26 de la Constitution de l'OIT pour étudier la question du non-respect par le Myanmar de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.*
20. *La commission rappelle une fois de plus que, aux termes de la résolution 396(V) adoptée le 14 décembre 1950 par l'Assemblée générale des Nations Unies, chaque fois que plus d'une autorité prétend être le gouvernement qualifié pour représenter un État, l'attitude qu'aura adoptée l'Assemblée générale sur une question de ce genre doit être prise en considération par les autres organes des Nations Unies et par les institutions spécialisées. En conséquence, selon une jurisprudence constante (par exemple, République dominicaine (1965), Cambodge (1998), Jamahiriya arabe libyenne (2011) et Myanmar (2021-2023)), la question de la reconnaissance des gouvernements et de leur représentation au sein de l'OIT est considérée comme une question politique que l'Organisation devrait régler en s'en tenant à la position adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies.*
21. *La commission note que le 6 décembre 2023, la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de reporter l'examen de la question des pouvoirs du Myanmar. Son rapport a été approuvé le 18 décembre 2023 par l'Assemblée générale, qui n'a depuis lors pas réexaminé la question. Il convient en outre de noter que d'autres organisations ont elles aussi reporté l'examen de la question des pouvoirs du Myanmar et maintenu son siège vacant dans l'attente de nouvelles orientations de l'Assemblée générale des Nations Unies, le plus récemment lors de la 77^e session de l'Assemblée mondiale de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé, le 29 mai 2024.*
22. *Notant que la situation n'a pas évolué à l'Assemblée générale des Nations Unies et compte tenu de la résolution 396(V) adoptée par celle-ci le 14 décembre 1950, la commission décide qu'aucun délégué du Myanmar ne sera accrédité à la 112^e session de la Conférence internationale du Travail.*
23. *La commission continue néanmoins de regretter l'ambiguïté persistante sur la question de la représentation du Myanmar et note que, en l'absence d'orientations de l'Assemblée générale des Nations Unies, elle pourrait être amenée, le moment venu, à prendre une décision qui permettrait aux mandants tripartites du Myanmar de recommencer à participer activement aux travaux de la Conférence annuelle. Dans l'intervalle, la commission souhaite inviter le Conseil d'administration, par l'intermédiaire de la Conférence, à étudier d'urgence les options possibles qui permettraient aux représentants des employeurs et des travailleurs du Myanmar de contribuer aux travaux des futures sessions de la Conférence.*
24. *En ce qui concerne la communication de la CTUM, la commission rappelle que les pouvoirs sont l'instrument par lequel un État désigne les personnes habilitées à le représenter et à agir en son nom lors d'une conférence internationale. Ainsi, les pouvoirs des délégations tripartites des Membres à la Conférence internationale du Travail doivent être signés par une autorité pouvant engager l'État, telle que le Chef de l'État, le ministre des Affaires étrangères ou le ministre chargé des questions du travail, ou au nom de cette autorité. Aucun pouvoir en bonne et due forme ne peut être déposé par une autre entité, par exemple une organisation de travailleurs, fût-ce pour une délégation partielle. D'autres entités peuvent accréditer des participants qui les représentent à la Conférence, telles que les organisations internationales non gouvernementales invitées par le Conseil d'administration, mais la commission note que la CTUM ne peut être considérée comme faisant partie de ces organisations.*

Suivi, protestations et communications

25. Outre les quatre cas de suivi (concernant la désignation des délégations des travailleurs de Djibouti, de la Mauritanie et de la République bolivarienne du Venezuela et de la délégation des employeurs du Nicaragua) examinés en vertu de l'article 34 du Règlement de la Conférence, à la suite des décisions prises lors de la dernière session de la Conférence, la commission a été saisie de plusieurs protestations et communications. Elle en a aussitôt entrepris l'examen. Sa tâche se trouve simplifiée dès lors que les pouvoirs sont communiqués au Bureau international du Travail dans les délais impartis.
26. La Commission de vérification des pouvoirs soumet le présent rapport à la Conférence afin que celle-ci en prenne acte.

Genève, 7 juin 2024

(Signé)

M. Aniefiok Etim Essah, président
M. Fernando Yllanes Martínez
M^{me} Amanda Brown

Annexe I

Délégations incomplètes (2018-2023)

2018	2019	2021	2022	2023
Arménie (exclusivement gouvernementale)	Sainte-Lucie (exclusivement gouvernementale)	Haïti (exclusivement gouvernementale)	Yémen (exclusivement gouvernementale)	Antigua-et-Barbuda (exclusivement gouvernementale)
Brunei Darussalam (exclusivement gouvernementale)	Yémen (exclusivement gouvernementale)	Sainte-Lucie (exclusivement gouvernementale)	Soudan (absence de délégué des travailleurs)	Gambie (exclusivement gouvernementale)
Îles Salomon (exclusivement gouvernementale)	Rwanda (absence de délégué des employeurs)	Yémen (absence de délégué des employeurs)		Soudan (exclusivement gouvernementale)
Tadjikistan (exclusivement gouvernementale)		Slovénie (absence de délégué des travailleurs)		Yémen (exclusivement gouvernementale)
Yémen (absence de délégué des employeurs)		Vanuatu (absence de délégué des travailleurs)		Arménie (absence de délégué des employeurs)
				Suriname (absence de délégué des employeurs)

Annexe II

- 1) Délégués gouvernementaux
- 2) Délégués des employeurs
- 3) Délégués des travailleurs

- 4) Conseillers gouvernementaux
- 5) Conseillers des employeurs
- 6) Conseillers des travailleurs

Liste des délégués et conseillers techniques accrédités

	1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)
Afghanistan.....	1	1	1	3	-	-	Équateur.....	-	-	-	-	-	-	Lituanie.....	2	1	1	7	1	-	Saint-Kitts-et-Nevis.....	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud.....	2	1	1	5	4	6	Érythrée.....	2	1	1	1	-	1	Luxembourg.....	2	1	1	6	7	7	Sainte-Lucie.....	-	-	-	-	-	-
Albanie.....	2	1	1	1	1	1	Espagne.....	2	1	1	10	8	8	Macédoine du Nord.....	2	1	1	2	-	-	Saint-Marin.....	2	1	1	1	4	2
Algérie.....	2	1	1	9	10	10	Estonie.....	2	1	1	2	-	-	Madagascar.....	2	1	1	4	1	1	Saint-Vincent-et-les Grenadines.....	-	-	-	-	-	-
Allemagne.....	2	1	1	17	4	6	Eswatini.....	2	1	1	4	2	3	Malaisie.....	2	1	1	20	5	10	Samoa.....	2	1	1	-	-	-
Angola.....	2	1	1	4	-	-	États-Unis d'Amérique.....	2	1	1	19	10	5	Malawi.....	2	1	1	12	5	7	Sao Tomé-et-Principe.....	1	1	1	-	-	-
Antigua-et-Barbuda.....	-	-	-	-	-	-	Éthiopie.....	2	1	1	5	10	10	Maldives.....	2	1	1	6	7	8	Sénégal.....	2	1	1	8	1	10
Arabie saoudite.....	2	1	1	20	4	5	Fédération de Russie.....	2	1	1	9	2	8	Mali.....	2	1	1	20	4	10	Serbie.....	2	1	1	4	1	3
Argentine.....	2	1	1	12	10	10	Fidji.....	2	1	1	3	-	-	Malte.....	2	1	1	8	4	5	Seychelles.....	2	1	1	2	2	-
Arménie.....	2	1	1	1	-	-	Finlande.....	2	1	1	5	5	3	Maroc.....	2	1	1	13	5	10	Sierra Leone.....	2	1	1	2	1	3
Australie.....	2	1	1	14	2	2	France.....	2	1	1	19	7	9	Maurice.....	2	1	1	1	1	-	Singapour.....	2	1	1	9	4	10
Autriche.....	2	1	1	9	2	4	Gabon.....	2	1	1	20	10	10	Mauritanie.....	2	1	1	11	1	5	Slovaquie.....	2	1	1	2	3	2
Azerbaïdjan.....	2	1	1	5	5	10	Gambie.....	2	1	1	-	-	-	Mexique.....	2	1	1	11	10	10	Slovénie.....	2	1	1	5	1	1
Bahamas.....	2	1	1	13	3	9	Géorgie.....	2	1	1	3	4	6	Mongolie.....	2	1	1	3	4	5	Somalie.....	2	1	1	5	-	4
Bahreïn.....	2	1	1	7	5	6	Ghana.....	2	1	1	20	10	10	Monténégro.....	2	1	1	3	1	1	Soudan.....	2	1	1	2	1	3
Bangladesh.....	2	1	1	18	6	9	Grèce.....	2	1	1	11	6	4	Mozambique.....	2	1	1	4	-	1	Soudan du Sud.....	1	1	1	2	2	1
Barbade.....	2	1	1	2	4	4	Grenade.....	2	1	1	-	-	-	Myanmar.....	-	-	-	-	-	-	Sri Lanka.....	2	1	1	4	-	2
Bélarus.....	2	1	1	3	2	10	Guatemala.....	2	1	1	4	3	3	Namibie.....	2	1	1	5	1	1	Suède.....	2	1	1	7	4	4
Belgique.....	2	1	1	20	5	10	Guinée.....	2	1	1	20	10	10	Népal.....	2	1	1	7	-	-	Suisse.....	2	1	1	15	3	7
Belize.....	2	1	1	-	-	-	Guinée-Bissau.....	2	1	1	1	1	2	Nicaragua.....	2	1	1	1	1	1	Suriname.....	2	1	1	1	-	1
Bénin.....	2	1	1	4	-	7	Guinée équatoriale.....	2	1	1	4	2	2	Niger.....	2	1	1	9	9	9	Tadjikistan.....	-	-	-	-	-	-
Bolivie (État plurinational de).....	2	1	1	2	-	1	Guyana.....	2	1	1	3	-	-	Nigéria.....	2	1	1	20	10	10	Tchad.....	2	1	1	20	1	5
Bosnie-Herzégovine.....	1	1	1	1	-	1	Haïti.....	2	-	-	-	-	-	Norvège.....	2	1	1	6	3	5	Tchéquie.....	2	1	1	7	1	3
Botswana.....	2	1	1	15	10	10	Honduras.....	2	1	1	7	3	4	Nouvelle-Zélande.....	2	1	1	3	1	1	Thaïlande.....	2	1	1	20	10	10
Brésil.....	2	1	1	7	5	6	Hongrie.....	2	1	1	8	3	5	Oman.....	2	1	1	13	10	10	Timor-Leste.....	2	1	1	8	-	-
Brunéï Darussalam.....	2	1	1	5	-	-	Îles Cook.....	2	1	1	1	-	-	Ouganda.....	2	1	1	3	10	10	Togo.....	2	1	1	14	5	10
Bulgarie.....	2	1	1	8	5	2	Îles Marshall.....	-	-	-	-	-	-	Ouzbékistan.....	2	1	1	6	1	4	Tonga.....	-	-	-	-	-	-
Burkina Faso.....	2	1	1	8	2	5	Îles Salomon.....	-	-	-	-	-	-	Pakistan.....	2	1	1	16	4	2	Trinité-et-Tobago.....	2	1	1	2	7	10
Burundi.....	1	1	1	3	-	-	Inde.....	2	1	1	20	10	10	Palaos.....	-	-	-	-	-	-	Tunisie.....	2	1	1	5	2	6
Cabo Verde.....	2	1	1	2	-	-	Indonésie.....	2	1	1	20	9	9	Panama.....	2	1	1	7	5	6	Turkménistan.....	2	1	1	3	-	-
Cambodge.....	2	1	1	6	3	6	Iran (République islamique d').....	2	1	1	9	5	5	Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	2	1	1	2	-	-	Türkiye.....	2	1	1	20	10	10
Cameroun.....	2	1	1	3	6	10	Iraq.....	2	1	1	9	10	9	Paraguay.....	2	1	1	8	1	10	Tuvalu.....	-	-	-	-	-	-
Canada.....	2	1	1	13	5	4	Irlande.....	2	1	1	7	-	1	Pays-Bas.....	2	1	1	19	4	9	Ukraine.....	2	1	1	2	-	4
Chili.....	2	1	1	8	6	6	Islande.....	2	1	1	4	1	1	Pérou.....	2	1	1	11	4	9	Uruguay.....	2	1	1	6	2	7
Chine.....	2	1	1	20	5	7	Israël.....	2	1	1	4	2	-	Philippines.....	2	1	1	8	2	3	Vanuatu.....	2	1	1	5	-	-
Chypre.....	2	1	1	7	7	8	Italie.....	2	1	1	9	4	8	Pologne.....	2	1	1	12	5	5	Venezuela (Rép. bolivarienne du).....	2	1	1	7	8	10
Colombie.....	2	1	1	8	10	10	Jamaïque.....	2	1	1	5	-	-	Portugal.....	2	1	1	17	6	6	Viet Nam.....	2	1	1	2	4	1
Comores.....	-	-	-	-	-	-	Japon.....	2	1	1	20	4	8	Qatar.....	2	1	1	10	4	5	Yémen.....	2	-	-	2	-	-
Congo.....	2	1	1	20	10	10	Jordanie.....	2	1	1	10	1	4	République arabe syrienne.....	2	1	1	2	8	4	Zambie.....	2	1	1	19	11	10
Costa Rica.....	2	1	1	5	2	4	Kazakhstan.....	1	1	1	5	1	8	République centrafricaine.....	2	1	1	8	1	5	Zimbabwe.....	2	1	1	16	4	8
Côte d'Ivoire.....	2	1	1	20	10	10	Kenya.....	2	1	1	20	10	10	République de Corée.....	2	1	1	14	4	10							
Croatie.....	2	1	1	5	1	-	Kirghizistan.....	1	1	1	2	-	1	République de Moldova.....	2	1	1	3	1	1							
Cuba.....	2	1	1	3	1	1	Kiribati.....	2	1	1	2	-	-	République du Congo.....	1	1	1	18	9	9							
Danemark.....	2	1	1	10	3	8	Koweït.....	2	1	1	6	2	2	Rép. démocratique populaire lao.....	2	1	1	3	1	1							
Djibouti.....	2	1	1	7	-	3	Lesotho.....	2	1	1	5	-	2	République dominicaine.....	2	1	1	7	9	10							
Dominique.....	-	-	-	-	-	-	Lettonie.....	2	1	1	4	-	1	République-Unie de Tanzanie.....	2	1	1	20	2	10							
Égypte.....	2	1	1	11	7	10	Liban.....	2	1	1	1	4	10	Roumanie.....	2	1	1	4	3	7							
El Salvador.....	2	-	1	3	-	3	Libéria.....	2	1	1	-	-	3	Royaume-Uni.....	2	1	1	14	3	4							
Émirats arabes unis.....	2	1	1	7	3	3	Libye.....	2	1	1	8	1	2	Rwanda.....	2	-	1	1	-	3							

	1)	2)	3)	4)	5)	6)
Total	338	169	171	1358	598	831

Annexe III

- 1) Délégués gouvernementaux
- 2) Délégués des employeurs
- 3) Délégués des travailleurs

- 4) Conseillers gouvernementaux
- 5) Conseillers des employeurs
- 6) Conseillers des travailleurs

Liste des délégués et conseillers techniques inscrits

	1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)
Afghanistan.....	1	-	-	1	-	-	Équateur.....	-	-	-	-	-	-	Lituanie.....	2	1	1	1	-	-	Saint-Kitts-et-Nevis.....	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud.....	1	1	1	5	4	6	Érythrée.....	2	1	1	-	-	1	Luxembourg.....	-	-	1	2	2	2	Sainte-Lucie.....	-	-	-	-	-	-
Albanie.....	2	-	-	1	-	-	Espagne.....	2	-	1	7	6	6	Macédoine du Nord.....	2	-	-	1	-	-	Saint-Marin.....	2	-	-	1	2	2
Algérie.....	2	1	1	8	7	7	Estonie.....	2	1	1	2	-	-	Madagascar.....	2	1	1	1	-	-	Saint-Vincent-et-les Grenadines.....	-	-	-	-	-	-
Allemagne.....	2	1	1	14	4	6	Eswatini.....	2	1	1	3	2	2	Malaisie.....	2	1	1	15	4	7	Samoa.....	2	1	1	-	-	-
Angola.....	2	1	1	3	-	-	États-Unis d'Amérique.....	-	1	1	13	10	4	Malawi.....	2	1	1	9	1	3	Sao Tomé-et-Principe.....	-	-	-	-	-	-
Antigua-et-Barbuda.....	-	-	-	-	-	-	Éthiopie.....	1	-	1	3	4	10	Maldives.....	2	1	1	6	3	-	Sénégal.....	2	1	1	8	1	10
Arabie saoudite.....	2	1	1	14	4	5	Fédération de Russie.....	1	1	1	2	1	7	Mali.....	2	1	1	13	2	7	Serbie.....	1	-	1	2	1	1
Argentine.....	2	1	1	5	9	9	Fidji.....	2	1	1	1	-	-	Malte.....	1	1	1	6	1	2	Seychelles.....	2	1	1	1	2	-
Arménie.....	2	1	1	1	-	-	Finlande.....	1	1	1	3	2	3	Maroc.....	2	-	1	10	4	9	Sierra Leone.....	2	1	1	1	1	1
Australie.....	2	1	1	5	2	2	France.....	2	1	1	17	5	9	Maurice.....	2	1	1	1	-	-	Singapour.....	2	1	1	8	4	9
Autriche.....	2	-	-	9	1	2	Gabon.....	1	1	1	10	-	4	Mauritanie.....	2	1	1	9	-	5	Slovaquie.....	1	1	1	2	3	2
Azerbaïdjan.....	2	1	-	5	4	10	Gambie.....	1	-	-	-	-	-	Mexique.....	2	1	1	8	8	7	Slovénie.....	2	1	1	4	-	-
Bahamas.....	2	1	1	8	3	9	Géorgie.....	-	-	-	1	-	-	Mongolie.....	2	-	-	3	1	5	Somalie.....	1	-	1	4	-	3
Bahreïn.....	2	-	1	3	2	5	Ghana.....	2	1	1	20	9	7	Monténégro.....	2	-	-	3	-	-	Soudan.....	2	1	1	2	1	-
Bangladesh.....	2	1	1	17	4	3	Grèce.....	2	-	1	6	4	3	Mozambique.....	2	1	1	3	-	1	Soudan du Sud.....	1	1	1	2	1	1
Barbade.....	2	1	1	2	-	-	Grenade.....	1	1	1	-	-	-	Myanmar.....	-	-	-	-	-	-	Sri Lanka.....	2	1	1	4	-	2
Bélarus.....	2	1	1	3	2	9	Guatemala.....	2	1	1	3	1	2	Namibie.....	2	1	1	5	1	1	Suède.....	2	-	1	5	3	4
Belgique.....	2	1	-	11	5	8	Guinée.....	1	-	1	16	5	7	Népal.....	2	-	5	-	-	-	Suisse.....	2	1	1	12	-	7
Belize.....	-	-	-	-	-	-	Guinée-Bissau.....	-	-	-	-	-	-	Nicaragua.....	2	1	1	1	-	-	Suriname.....	-	-	-	-	-	-
Bénin.....	2	1	1	2	-	6	Guinée équatoriale.....	2	1	1	4	-	-	Niger.....	1	-	1	4	2	4	Tadjikistan.....	-	-	-	-	-	-
Bolivie (État plurinational de).....	1	1	-	1	-	-	Guyana.....	2	-	-	2	-	-	Nigéria.....	2	1	-	6	6	5	Tchad.....	2	1	1	11	1	2
Bosnie-Herzégovine.....	-	-	-	-	-	-	Haïti.....	2	-	-	-	-	-	Norvège.....	2	1	1	5	3	5	Tchéquie.....	1	-	1	4	1	3
Botswana.....	2	1	1	11	8	8	Honduras.....	2	1	1	5	3	3	Nouvelle-Zélande.....	2	1	1	-	1	1	Thaïlande.....	2	1	-	20	9	10
Brésil.....	2	-	-	7	4	6	Hongrie.....	-	1	1	6	3	3	Oman.....	2	1	1	13	3	10	Timor-Leste.....	2	1	1	3	-	-
Brunéi Darussalam.....	2	1	1	4	-	-	Îles Cook.....	2	1	1	1	-	-	Ouganda.....	2	1	1	3	6	3	Togo.....	2	1	1	12	5	10
Bulgarie.....	2	1	1	6	3	2	Îles Marshall.....	-	-	-	-	-	-	Ouzbékistan.....	2	-	1	6	-	4	Tonga.....	-	-	-	-	-	-
Burkina Faso.....	2	1	1	8	2	4	Îles Salomon.....	-	-	-	-	-	-	Pakistan.....	2	1	1	6	-	-	Trinité-et-Tobago.....	2	1	1	2	-	1
Burundi.....	1	1	1	3	-	-	Inde.....	2	1	1	17	9	10	Palaos.....	-	-	-	-	-	-	Tunisie.....	2	-	-	4	1	5
Cabo Verde.....	1	-	-	2	-	-	Indonésie.....	2	-	1	12	2	8	Panama.....	2	-	1	6	4	6	Turkménistan.....	2	1	1	3	-	-
Cambodge.....	2	1	1	6	2	6	Iran (République islamique d').....	2	1	1	9	3	5	Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	-	-	-	-	-	-	Türkiye.....	2	1	1	20	9	10
Cameroun.....	2	1	1	3	4	7	Iraq.....	2	-	-	5	2	5	Paraguay.....	2	1	1	4	-	5	Tuvalu.....	-	-	-	-	-	-
Canada.....	2	-	1	12	4	4	Irlande.....	2	1	1	4	-	-	Pays-Bas.....	2	1	1	15	3	6	Ukraine.....	1	-	-	2	-	3
Chili.....	2	-	1	5	6	5	Islande.....	1	1	1	1	-	1	Pérou.....	2	1	1	3	2	5	Uruguay.....	2	1	1	4	2	5
Chine.....	2	-	1	16	3	6	Israël.....	2	-	-	1	2	-	Philippines.....	2	1	1	8	2	3	Vanuatu.....	2	-	-	2	-	-
Chypre.....	2	1	-	4	1	3	Italie.....	1	-	1	6	-	6	Pologne.....	2	1	1	10	5	4	Venezuela (Rép. bolivarienne du).....	2	1	1	5	2	2
Colombie.....	1	1	1	3	8	10	Jamaïque.....	2	1	1	5	-	-	Portugal.....	2	-	-	13	4	6	Viet Nam.....	1	-	-	2	-	-
Comores.....	-	-	-	-	-	-	Japon.....	2	1	-	17	4	8	Qatar.....	2	1	1	9	4	4	Yémen.....	2	-	-	1	-	-
Congo.....	-	1	-	7	2	4	Jordanie.....	2	1	1	8	1	3	République arabe syrienne.....	2	-	1	2	2	4	Zambie.....	2	1	1	17	11	8
Costa Rica.....	2	1	1	2	2	3	Kazakhstan.....	1	1	1	2	1	7	République centrafricaine.....	-	-	-	1	-	1	Zimbabwe.....	1	1	1	14	3	8
Côte d'Ivoire.....	2	1	1	13	5	8	Kenya.....	1	1	1	13	6	10	République de Corée.....	1	1	1	9	3	8							
Croatie.....	2	1	1	1	-	-	Kirghizistan.....	1	1	1	2	-	1	République de Moldova.....	2	-	-	1	-	-							
Cuba.....	2	1	-	3	1	1	Kiribati.....	2	-	-	1	-	-	Rép. démocratique du Congo.....	1	1	1	4	6	4							
Danemark.....	2	1	1	9	3	3	Koweït.....	2	1	1	6	2	2	Rép. démocratique populaire lao.....	2	1	-	3	-	1							
Djibouti.....	2	1	1	5	-	2	Lesotho.....	2	1	1	5	-	2	République dominicaine.....	2	-	1	7	1	10							
Dominique.....	-	-	-	-	-	-	Lettonie.....	2	-	1	2	-	-	République-Unie de Tanzanie.....	1	1	1	11	-	7							
Égypte.....	2	1	1	11	6	10	Liban.....	2	1	-	1	4	9	Roumanie.....	2	1	1	4	3	4							
El Salvador.....	1	-	-	2	-	-	Libéria.....	2	1	1	-	-	-	Royaume-Uni.....	2	1	1	6	3	4							
Émirats arabes unis.....	2	1	1	7	3	2	Libye.....	2	1	1	8	1	2	Rwanda.....	2	-	-	1	-	-							

	1)	2)	3)	4)	5)	6)
Total	290	118	129	962	363	603

Annexe IV

Proportion de femmes accréditées dans les délégations de la Conférence

05.06.2024 18:25:31

	G	E	T	Tot		G	E	T	Tot		G	E	T	Tot		G	E	T	Tot
Afghanistan.....	25.0	0.0	0.0	16.7	Érythrée.....	33.3	0.0	0.0	16.7	Lituanie.....	55.6	50.0	100.0	58.3	Rwanda.....	0.0	-	0.0	0.0
Afrique du Sud.....	57.1	60.0	28.6	47.4	Espagne.....	75.0	55.6	44.4	60.0	Luxembourg.....	25.0	25.0	50.0	33.3	Saint-Marin.....	33.3	60.0	33.3	45.5
Albanie.....	100.0	0.0	0.0	42.9	Estonie.....	100.0	100.0	100.0	100.0	Macédoine du Nord.....	50.0	0.0	0.0	33.3	Samoa.....	100.0	0.0	100.0	75.0
Algérie.....	18.2	27.3	18.2	21.2	Eswatini.....	50.0	33.3	25.0	38.5	Madagascar.....	50.0	100.0	0.0	50.0	Sao Tomé-et-Principe.....	0.0	100.0	0.0	33.3
Allemagne.....	68.4	40.0	71.4	64.5	États-Unis d'Amérique.....	57.1	63.6	50.0	57.9	Malaisie.....	45.5	33.3	0.0	30.8	Sénégal.....	30.0	0.0	40.0	31.8
Angola.....	16.7	0.0	100.0	25.0	Éthiopie.....	28.6	9.1	0.0	10.3	Malawi.....	50.0	33.3	12.5	35.7	Serbie.....	50.0	50.0	50.0	50.0
Arabie saoudite.....	31.8	40.0	0.0	27.3	Fédération de Russie.....	45.5	66.7	22.2	39.1	Maldives.....	62.5	12.5	33.3	36.0	Seychelles.....	75.0	33.3	0.0	50.0
Argentine.....	50.0	27.3	36.4	38.9	Fidji.....	0.0	0.0	0.0	0.0	Mali.....	13.6	40.0	27.3	21.1	Sierra Leone.....	0.0	0.0	75.0	30.0
Arménie.....	0.0	0.0	100.0	20.0	Finlande.....	71.4	83.3	50.0	70.6	Malte.....	50.0	0.0	33.3	33.3	Singapour.....	45.5	0.0	54.5	40.7
Australie.....	81.3	66.7	100.0	81.8	France.....	42.9	75.0	60.0	53.8	Maroc.....	40.0	16.7	18.2	28.1	Slovaquie.....	50.0	25.0	66.7	45.5
Autriche.....	72.7	66.7	60.0	68.4	Gabon.....	27.3	27.3	18.2	25.0	Maurice.....	100.0	50.0	0.0	66.7	Slovénie.....	85.7	50.0	50.0	72.7
Azerbaïdjan.....	28.6	33.3	27.3	29.2	Gambie.....	0.0	100.0	0.0	25.0	Mauritanie.....	7.7	0.0	20.0	10.0	Somalie.....	42.9	0.0	0.0	23.1
Bahamas.....	53.3	75.0	50.0	55.2	Géorgie.....	60.0	40.0	42.9	47.1	Mexique.....	69.2	27.3	36.4	45.7	Soudan.....	50.0	0.0	25.0	30.0
Bahreïn.....	22.2	33.3	14.3	22.7	Ghana.....	54.5	54.5	18.2	45.5	Mongolie.....	40.0	40.0	33.3	37.5	Soudan du Sud.....	66.7	33.3	50.0	50.0
Bangladesh.....	15.0	0.0	40.0	18.9	Grèce.....	76.9	28.6	100.0	68.0	Monténégro.....	100.0	100.0	0.0	77.8	Sri Lanka.....	50.0	0.0	0.0	30.0
Barbade.....	50.0	100.0	80.0	78.6	Grenade.....	100.0	100.0	0.0	75.0	Mozambique.....	33.3	0.0	0.0	22.2	Suède.....	77.8	80.0	80.0	78.9
Bélarus.....	40.0	0.0	45.5	36.8	Guatemala.....	100.0	25.0	0.0	50.0	Namibie.....	71.4	50.0	50.0	63.6	Suisse.....	41.2	25.0	50.0	41.4
Belgique.....	63.6	50.0	27.3	51.3	Guinée.....	31.8	27.3	20.0	27.9	Népal.....	11.1	0.0	0.0	9.1	Suriname.....	33.3	0.0	50.0	33.3
Belize.....	50.0	100.0	0.0	50.0	Guinée-Bissau.....	33.3	0.0	0.0	12.5	Nicaragua.....	100.0	0.0	50.0	57.1	Tchad.....	22.7	0.0	0.0	16.7
Bénin.....	16.7	0.0	62.5	40.0	Guinée équatoriale.....	50.0	100.0	0.0	54.5	Niger.....	9.1	0.0	0.0	3.2	Tchéquie.....	44.4	100.0	25.0	46.7
Bolivie (État plurinational de).....	50.0	0.0	50.0	42.9	Guyana.....	60.0	100.0	0.0	57.1	Nigéria.....	40.9	9.1	18.2	27.3	Thaïlande.....	59.1	36.4	18.2	43.2
Bosnie-Herzégovine.....	100.0	0.0	100.0	80.0	Haïti.....	0.0	-	-	0.0	Norvège.....	37.5	25.0	66.7	44.4	Timor-Leste.....	50.0	100.0	0.0	50.0
Botswana.....	70.6	45.5	27.3	51.3	Honduras.....	33.3	25.0	40.0	33.3	Nouvelle-Zélande.....	100.0	0.0	50.0	66.7	Togo.....	31.3	50.0	36.4	36.4
Brésil.....	66.7	50.0	14.3	45.5	Hongrie.....	80.0	75.0	33.3	65.0	Oman.....	20.0	0.0	18.2	13.5	Trinité-et-Tobago.....	75.0	50.0	45.5	52.2
Brunéï Darussalam.....	71.4	0.0	100.0	66.7	Îles Cook.....	100.0	100.0	100.0	100.0	Ouganda.....	0.0	45.5	45.5	37.0	Tunisie.....	71.4	0.0	14.3	35.3
Bulgarie.....	80.0	33.3	0.0	52.6	Inde.....	27.3	27.3	27.3	27.3	Ouzbékistan.....	12.5	50.0	0.0	13.3	Turkménistan.....	20.0	100.0	0.0	28.6
Burkina Faso.....	30.0	0.0	33.3	26.3	Indonésie.....	31.8	40.0	10.0	28.6	Pakistan.....	0.0	20.0	0.0	3.8	Türkiye.....	27.3	36.4	9.1	25.0
Burundi.....	50.0	0.0	0.0	33.3	Iran (République islamique d').....	45.5	0.0	16.7	26.1	Panama.....	44.4	33.3	42.9	40.9	Ukraine.....	50.0	0.0	20.0	30.0
Cabo Verde.....	50.0	100.0	0.0	50.0	Iraq.....	36.4	0.0	30.0	21.9	Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	75.0	100.0	0.0	66.7	Uruguay.....	37.5	0.0	37.5	31.6
Cambodge.....	25.0	0.0	14.3	15.8	Irlande.....	66.7	100.0	50.0	66.7	Paraguay.....	40.0	0.0	18.2	26.1	Vanuatu.....	28.6	0.0	100.0	33.3
Cameroun.....	60.0	14.3	36.4	34.8	Islande.....	50.0	50.0	0.0	40.0	Pays-Bas.....	66.7	20.0	50.0	55.6	Venezuela (Rép. bolivarienne du)	55.6	11.1	18.2	27.6
Canada.....	86.7	66.7	80.0	80.8	Israël.....	83.3	33.3	100.0	70.0	Pérou.....	53.8	40.0	50.0	50.0	Viet Nam.....	25.0	60.0	0.0	36.4
Chili.....	40.0	14.3	42.9	33.3	Italie.....	72.7	20.0	25.0	45.8	Philippines.....	40.0	0.0	50.0	35.3	Yémen.....	0.0	-	-	0.0
Chine.....	45.5	33.3	12.5	36.1	Jamaïque.....	57.1	100.0	0.0	55.6	Pologne.....	50.0	50.0	33.3	46.2	Zambie.....	47.6	50.0	18.2	40.9
Chypre.....	77.8	25.0	44.4	50.0	Japon.....	18.2	60.0	22.2	25.0	Portugal.....	63.2	28.6	42.9	51.5	Zimbabwe.....	44.4	20.0	44.4	40.6
Colombie.....	40.0	27.3	27.3	31.3	Jordanie.....	0.0	0.0	0.0	0.0	Qatar.....	58.3	40.0	33.3	47.8					
Congo.....	18.2	18.2	54.5	27.3	Kazakhstan.....	16.7	0.0	44.4	29.4	République arabe syrienne.....	25.0	0.0	40.0	16.7		G	E	T	Tot
Costa Rica.....	57.1	0.0	80.0	53.3	Kenya.....	31.8	63.6	18.2	36.4	République centrafricaine.....	40.0	0.0	0.0	22.2	%	44.1	33.4	30.4	37.8
Côte d'Ivoire.....	33.3	27.3	27.3	30.2	Kirghizistan.....	33.3	100.0	0.0	33.3	République de Corée.....	18.8	40.0	54.5	34.4					
Croatie.....	57.1	100.0	100.0	70.0	Kiribati.....	75.0	0.0	0.0	50.0	République de Moldova.....	80.0	0.0	0.0	44.4					
Cuba.....	40.0	0.0	50.0	33.3	Koweït.....	25.0	0.0	0.0	14.3	Rép. démocratique du Congo.....	21.1	40.0	0.0	20.5					
Danemark.....	66.7	50.0	33.3	52.0	Lesotho.....	100.0	100.0	33.3	81.8	Rép. démocratique populaire la	20.0	50.0	50.0	33.3					
Djibouti.....	11.1	100.0	0.0	14.3	Lettonie.....	33.3	0.0	100.0	44.4	République dominicaine.....	44.4	40.0	45.5	43.3					
Égypte.....	53.8	12.5	18.2	31.3	Liban.....	0.0	40.0	0.0	10.5	République-Unie de Tanzanie.....	22.7	66.7	9.1	22.2					
El Salvador.....	40.0	-	0.0	22.2	Libéria.....	0.0	0.0	0.0	0.0	Roumanie.....	33.3	50.0	25.0	33.3					
Émirats arabes unis.....	55.6	25.0	0.0	35.3	Libye.....	40.0	0.0	0.0	26.7	Royaume-Uni.....	62.5	50.0	60.0	60.0					